

# L'Union pour la Méditerranée : une opportunité historique

LE MONDE | 28.04.09

PLUSIEURS SIGNATAIRES\*

À l'occasion des réunions internationales consacrées à la crise mondiale, nous exprimons notre conviction que la Méditerranée peut être une source de croissance durable pour l'économie mondiale, un nouveau modèle de développement et de relations internationales.

Certes, la guerre à Gaza a plongé l'opinion publique mondiale dans la stupéfaction et le pessimisme. Elle a remis sur le devant de la scène cette image négative d'une Méditerranée source de problèmes pour l'ensemble du monde. Nous pensons qu'il y a erreur ! La Méditerranée peut être une chance !

Au-delà de conflits qui, pour être très douloureux, relèvent d'un passé qu'il faudra solder, le Bassin méditerranéen redevient un des carrefours stratégiques des échanges mondiaux. Il est la porte de l'Europe, avec un énorme potentiel de croissance : le sud et l'est de la Méditerranée, ainsi que l'Afrique subsaharienne.

Pour le grand dessein régional qui associe l'Europe à la Méditerranée puis plus tard à l'Afrique, l'Asie orientale a montré la voie : elle a su construire des relations internationales sur un modèle nouveau, dépassant les approches classiques d'échanges Nord-Sud fondés sur la domination, la délocalisation et le partage inégal. Les pays d'Asie de l'Est ont construit un espace commun fondé sur une économie productive, partageant de

plus en plus la valeur ajoutée. Ils jouent au maximum des trois composantes des nouvelles relations internationales : la proximité géographique, la complémentarité, et les solidarités de fait - notamment environnementales.

La crise annonce une mutation fondamentale de l'économie mondiale et de la globalisation jusqu'ici sans régulation sérieuse, donc de nouveaux rapports sociaux et politiques. Cette mutation s'effectue selon trois axes : une économie fondée sur la production de valeurs dans l'économie réelle et non virtuelle ; une croissance économe des matières premières, promouvant de nouvelles activités durables et de nouveaux modes de consommation ; une géographie renouvelée par les solidarités de proximité, en lieu et place de la distinction obsolète entre Nord et Sud.

L'Union pour la Méditerranée doit être relue dans ce nouveau contexte qui appelle instamment à la redéfinition des relations entre les pays européens et les pays des rives sud et est. Tout ce qui manque à la rive nord, le dynamisme démographique, les marchés, l'énergie, on le trouve à quelques centaines de kilomètres au sud ; réciproquement tout ce qui manque au sud, notamment la technologie, l'organisation, et le cadre favorable à l'investissement et la productivité, on le trouve sur la rive nord.

Au-delà de ces nouvelles relations économiques, le Bassin méditerranéen peut être un laboratoire du nouveau modèle de développement, valorisant la diversité de ses civilisations, faisant face ensemble au terrible défi climatique de la région, inventant l'énergie de demain. Les besoins de rattrapage de la rive sud mais aussi ses potentialités sont tels qu'ils sont une occasion exceptionnelle pour l'essor d'industries

nouvelles, de nouveaux comportements de consommation requis par la rareté des ressources et le danger climatique. Il est de l'intérêt du monde de voir cette Union se structurer sur ces bases nouvelles.

Nous sommes conscients que de nombreux obstacles se dressent sur ce chemin. En particulier, nous jugeons indispensable que l'Union européenne soutienne de manière plus décisive l'initiative arabe de paix au Proche-Orient. L'Europe se doit également d'aider la nouvelle administration américaine dans ses efforts pour trouver une solution juste au conflit entre Israéliens et Palestiniens en exigeant le respect par l'Etat d'Israël du droit humanitaire, des résolutions des Nations unies sur le conflit et des conventions de Genève.

Les mutations en cours commandent de mettre en oeuvre les projets qui se multiplient en Méditerranée dans le domaine de l'eau, de la dépollution, de l'énergie et notamment de l'énergie solaire, du transport, des technologies numériques, de la formation, de la santé, des mobilités circulaires. Cela passe prioritairement par la construction d'un espace financier intégré qui assure aux pays du sud et de l'est de la Méditerranée le flot des ressources et d'investissements nécessaires à une véritable convergence économique accélérée des deux rives, ainsi qu'un traité international qui sécurise les investissements et les transactions financières, et débouche sur une cour arbitrale euroméditerranéenne.

Notre appel est double :

- Aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, nous disons qu'ils ont une opportunité historique : avec le renouvellement de

leur Parlement, de leur Commission, de leur budget et de leur gouvernance, ils doivent avoir pour objectif de mettre en place une ambitieuse politique méditerranéenne commune.

- Aux chefs d'Etat des rives sud et est, nous disons qu'ils doivent être les acteurs de cette Union pour la Méditerranée.

Il s'adresse aussi aux chefs d'entreprise des deux rives de la Méditerranée pour qu'ils intègrent leurs projets de développement dans ce nouvel espace.

La croissance de cette région, son avenir et sa place internationale en dépendent. Le monde en a besoin.

\*Les signataires sont tous membres du comité de parrainage politique de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, l'IPEMed :

André Azoulay, président de la fondation Anna-Lindh (Maroc) ;

Emma Bonino, vice-présidente du Sénat (Italie) ;

Georges Corm, ancien ministre des finances (Liban) ;

Kemal Dervis, ancien ministre des affaires économiques et des finances (Turquie) ;

Felipe Gonzalez, ancien président de gouvernement (Espagne) ;

Elisabeth Guigou, députée, ancienne ministre (France) ;

Abderrahmane Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque centrale (Algérie) ;

Mouloud Hamrouche, ancien chef de gouvernement (Algérie) ;

Alain Juppé, ancien premier ministre (France) ;

Fathallah Oualalou, ancien ministre des finances (Maroc) ;

Josep Piqué, ancien ministre des affaires étrangères (Espagne) ;

Romano Prodi, ancien président du conseil, ancien président de la Commission européenne (Italie) ;

Panagiotis Roumeliotis, ancien ministre de l'économie et des finances (Grèce) ;

Ismaël Serageldin, ancien vice-président de la Banque mondiale (Egypte) ;

Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères (France).